

Se réappropriier le sens du travail

Dan Furukawa Marques and Aurélie Étienne

Number 819, Winter 2022–2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/100452ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Furukawa Marques, D. & Étienne, A. (2022). Se réappropriier le sens du travail. *Relations*, (819), 49–51.

2 de 4

Ceci est le deuxième
de quatre articles sur
l'économie politique.
Une série à suivre
dans nos prochains
numéros.

SE RÉAPPROPRIER LE SENS DU TRAVAIL

...

Porteuse de valeurs et de principes de solidarité, de réciprocité et de partage, l'approche des communs de travail réinjecte du sens là où le système capitaliste tend à l'annihiler.

Dan Furukawa Marques et Aurélie Étienne

L'auteur et l'autrice sont respectivement professeur agrégé au Département de sociologie et étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université Laval

« Il n'est pas de punition plus terrible que le travail inutile et sans espoir. »
Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*

Nous connaissons tous des personnes qui sont insatisfaites de leur travail parce que celui-ci leur semble dépourvu de sens. Ces personnes gagnent relativement bien leur vie, mais jugent que leur emploi n'est significatif ni pour elles, ni pour la société en général. Dans une vaste enquête menée par le regretté anthropologue David Graeber (*Bullshit Jobs*, LLL, Paris, 2018), ces emplois – de réceptionniste, de télémarketeur ou encore d'assistant administratif, par exemple – ont été qualifiés par les personnes mêmes qui les occupent de « *bullshit jobs* » (jobs à la con), signifiant par là qu'ils pourraient être éliminés du jour au lendemain sans aucune conséquence sur l'activité économique ou la société. Graeber découvrait et démontrait alors qu'un large pan des populations européennes et nord-américaines passent toute leur vie active à réaliser des tâches qu'elles jugent inutiles. D'autres études plus récentes ont confirmé cette tendance.

Depuis environ la deuxième moitié du XX^e siècle, ce type d'emplois, créés principalement dans des domaines comme l'administration et la gestion de ressources humaines, le marketing, les relations publiques, la publicité, les services financiers et actuariels, etc., se multiplie. Signalons à cet effet le phénomène de la « Grande démission » (*The Great Resignation*) vécu en 2021 par nos voisins du sud. En pleine pandémie, des milliers de personnes ont volontairement quitté leur emploi dans l'espoir d'en trouver un nouveau qui ait plus de sens pour elles, montrant que les travailleurs et travailleuses repensent aujourd'hui la signification du travail dans leur vie.

Plusieurs études concluent donc que nous vivons une « crise du sens au travail ». Comment s'en sortir? Pour certains, la solution passe par une plus grande responsabilisation des employés. Il suffirait de leur donner des « conditions gagnantes » pour qu'ils et elles s'épanouissent au travail et



Illustration : Alain Reno



Illustration : Alain Reno

maximisent leur créativité, jusqu'à devenir, *in fine*, des « entrepreneurs de soi ». Pensons ici aux espaces de Google qui ressemblent davantage à votre salon qu'à un bureau de travail. Pour d'autres, une plus grande responsabilisation sociale des entreprises est nécessaire, afin de les forcer à devenir plus socialement et écologiquement responsables. Pour d'autres enfin, cette dernière solution ne va pas assez loin, car elle ne s'attaque pas aux hiérarchies, aux inégalités et aux rapports de pouvoir inhérents à l'entreprise capitaliste. Ainsi, une solution qui tiendrait vraiment compte de ces problèmes structurels passerait plutôt par une réinvention de l'activité du travail, inspirée de formes de coopération anciennes et nouvelles, par le biais de l'approche des *communs de travail*.

Le phénomène des communs

Réfléchir à des solutions potentielles à la crise de sens au travail commande un détour par le phénomène des communs en général avant d'aborder l'idée spécifique de communs de travail. Initialement associé aux mobilisations écologistes et altermondialistes, le terme de « communs » est peu à peu devenu l'un des symboles des luttes de résistance à « l'extension de l'appropriation privée à toutes les sphères de la société, de la culture et du vivant¹ ». À titre d'exemple, plusieurs mouvements

paysans et autochtones luttant contre l'accaparement et la destruction des territoires ou contre la privatisation des semences et des savoirs traditionnels font référence à la notion de *commun*. C'est également le cas de certains mouvements citoyens qui, au fil des années 2010, ont procédé à l'occupation de places publiques — notamment Occupy Wall Street, à New York ; les Indignados, à Madrid ; Nuit Debout à Paris et l'occupation du Parc Gezi, à Istanbul. Au-delà des mouvements sociaux, cette expression trouve aussi des échos dans une diversité d'initiatives de transition socioécologique prenant la forme de jardins communautaires, d'ateliers collaboratifs, de communautés de pratique, d'espaces réappropriés ou encore de monnaies alternatives. Au Québec, des projets comme les réseaux de partage d'outils et de véhicules du collectif Solon, ainsi que le centre social autogéré du Bâtiment 7, dans le quartier Pointe-Saint-Charles de Montréal, s'inscrivent explicitement dans le mouvement des communs.

Dans le monde académique, c'est à l'économiste et politologue Elinor Ostrom que l'on attribue l'émergence d'un champ d'études consacré aux communs. D'aucuns lui ont cependant reproché de ne pas aborder leur relation au capitalisme et ont plutôt proposé d'analyser les communs en les situant dans un contexte économique

marqué par un processus d'« accumulation par dépossession », comme le désigne le géographe et économiste David Harvey. Ce processus désigne la tendance intrinsèque du capitalisme à s'appropriier et à transformer en marchandises un nombre toujours croissant de ressources naturelles, culturelles, intellectuelles et sociales, auparavant utilisées et gérées en commun par les populations. Ainsi comprise, la notion de *commun* réfère à l'étroite interrelation entre une *ressource commune*, une *communauté* et un ensemble de *pratiques sociales* visant à mettre en commun, à assurer la reproduction et à en définir collectivement les règles d'usage. Ces pratiques sociales se fondent généralement sur des principes de coopération, de réciprocité, de responsabilité mutuelle, d'horizontalité et de démocratie.

Repenser le travail comme un commun

Revenant à la question initiale de la crise du sens au travail, il devient primordial, au regard de cette discussion, de reconnecter le discours sur les communs à la question de l'organisation du travail. Pourquoi ne pas penser l'entreprise, l'unité économique de production, comme un commun potentiel, comme nous y invite la géographe Bengi Akbulut²? Cela exigerait de s'intéresser aux formes d'organisation du travail qui existent déjà et qui seraient susceptibles de fournir des exemples de communs de travail ou d'en favoriser l'institution. Par exemple, les mouvements latino-américains et européens des « usines récupérées », tels que ceux qui sont apparus en Argentine à la suite de la crise économique de 2001, ou encore les « milieux de travail occupés », tels qu'observés en Espagne et en Grèce à la suite des crises de 2008-2009, constituent des formes émergentes de communs de travail, tout comme le mouvement des coopératives de travail et de solidarité. Selon Bengi Akbulut, cette forme d'entreprise se caractérise par la démocratisation de l'organisation du travail, l'égalité et la coopération au sein de l'activité de travail elle-même, et par la constitution de relations sociales basées sur la solidarité, la réciprocité et le partage.

Tout cela contribue à donner un sens au travail. Au-delà de la simple unité de production, on souligne aussi l'importance de favoriser l'intercoopération et les alliances entre communs, de manière à jeter les bases d'un « système » ou d'une « fédération » des communs.

Penser le travail en soi comme un commun, plutôt que de le considérer comme un objet de valorisation du capital, est une autre possibilité. Au début du XX^e siècle, la philosophe Simone Weil nous invitait déjà à penser le travail comme une activité libre et réfléchie qui rend possible de réellement s'enraciner dans un milieu, en permettant d'éprouver et de penser notre rapport au monde et à autrui. Des exemples concrets de cette conception du travail en tant que capacité partagée et collectivement produite *d'agir dans le monde*, s'observent déjà dans certaines formes de l'économie solidaire inspirée des communs et du municipalisme, comme celles que développent notamment les villes de Barcelone, Bologne et Grenoble. Conjointement avec les mouvements sociaux et citoyens et les syndicats, toutes ces villes ont mis en place des politiques municipales inspirées des communs à travers des concepts comme les « partenariats public-communs ». Il s'agit de construire un circuit d'autogouvernement démocratique radical, notamment en redonnant du pouvoir aux citoyennes et aux citoyens dans la gestion des services publics en créant des emplois qui permettent à ceux et celles qui les occupent d'œuvrer dans le sens d'une transformation écologique et sociale. Ainsi, des solutions pour réaliser une transformation substantielle et structurelle de la société qui permettent de faire face à la « crise du sens au travail » existent déjà. Nous devons commencer à les valoriser et à les renforcer pour les faire essaimer. ■

Simone Weil nous invitait déjà à penser le travail comme une activité libre et réfléchie [...] en permettant d'éprouver et de penser notre rapport au monde et à autrui.

1— Lire Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun : Essai sur la révolution du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

2— Lire B. Akbulut, « *Cooperative economies as commons* » dans Derya Özkan, Güldem Baykal Büyüksaraç (dir.), *Commoning the City*, Londres, Routledge, 2020.